

INITIATIVES URBAINES

151 Philippe Mahé : « Mettre Toulouse au standard
des grandes villes françaises »

154 Brèves



La place du Capitole et l'Hôtel de Ville de Toulouse

Philippe Mahé : « Mettre Toulouse au standard des grandes villes françaises »

CONTEXTE > *Philippe Mahé a été le directeur général de la communauté urbaine de Nantes de 2003 à 2008. Il est aujourd'hui directeur général des services de la ville et de la communauté urbaine de Toulouse. Nous l'avons questionné sur ses nouvelles responsabilités et sur le regard qu'il porte à présent sur Nantes.*

PLACE PUBLIQUE > Par quoi avez-vous été surpris en arrivant à Toulouse ?

PHILIPPE MAHÉ > Par le rythme, il y a du monde un peu partout et n'importe quel moment de la journée et souvent de la nuit. L'espace public est entièrement occupé, dédié à la rencontre. Et puis la jeunesse ! Il y a ici autant d'étudiants qu'à Lyon !

PLACE PUBLIQUE > Au-delà de cette première impression ?

PHILIPPE MAHÉ > L'importance de l'aéronautique, de tout ce qui touche à l'espace. Beaucoup de choses sont liées à ces activités. Dans les entreprises, les centres de recherche, l'université on sent de la puissance, de l'intelligence et une dimension internationale beaucoup plus forte qu'à Nantes. Et puis il y a l'esprit du lieu : Toulouse est une ville du Sud avec ses lumières, ses couleurs, son ciel, son fleuve, très différent de la Loire. C'est une ville où l'influence espagnole est très prégnante, une ville de brassage, une terre de tolérance, et là, c'est un point commun avec Nantes.

PLACE PUBLIQUE > Vous êtes arrivé à Toulouse à un tournant de l'histoire de la ville. La gauche venait d'y conquérir la mairie.

PHILIPPE MAHÉ > Toulouse est une ville qui vote régulièrement à gauche lors des consultations nationales, mais depuis 37 ans elle ne gère plus la ville. C'est une équipe complètement nouvelle, sans expérience de la gestion locale qui est arrivée aux affaires, à l'exception du député-maire Pierre Cohen qui avait été auparavant le maire d'une commune voisine, Ramonville-Saint-Agne. Cette alternance est évidemment une formidable aventure collective.

PLACE PUBLIQUE > Quelle est la place d'un directeur général des services dans une telle aventure ?

PHILIPPE MAHÉ > Il faut gérer la boutique, bien sûr. Et ce n'est pas rien : 10 000 agents et un prédécesseur qui occupait le poste depuis 24 ans. Mais ma tâche consiste en un travail de co-production des projets avec les politiques. C'est un immense chantier où il faut avancer très vite, montrer à tous que les choses changent.

PLACE PUBLIQUE > La priorité?

PHILIPPE MAHÉ > Elle touche à la gouvernance : c'est ça, le socle du changement. Il faut mettre Toulouse au standard des grandes villes françaises. Cela passait par la création d'une communauté urbaine. La ville compte 480 000 habitants et l'agglomération 660 000. C'est un rapport démographique très différent de celui qu'on connaît à Nantes. Voilà sans doute pourquoi la ville centre a estimé pendant longtemps ne pas avoir besoin des autres. Et puis Toulouse souffre de ne pas avoir de projet urbain clairement identifié, comparable à celui de l'Île de Nantes, qui procure de la fierté à ses habitants et est, à l'extérieur, un élément de reconnaissance.

PLACE PUBLIQUE > Vous allez donc lancer quelques projets emblématiques?

PHILIPPE MAHÉ > L'élection s'est faite principalement sur les transports alors que cette compétence était jusque-là confiée à un syndicat intercommunal comptant pas moins de 80 membres. À présent, les choses sont décidées : 2013 verra le retour du tramway en centre ville, en plus du métro existant. Nous allons aussi complètement réaménager la rue Alsace-Lorraine qui est le grand axe piéton de Toulouse. Et puis mettre en route de grandes opérations d'urbanisme : le transfert du parc des expositions ; la reconstruction de la gare et l'aménagement de tout le quartier qui l'entoure ; un Grand Projet de Ville, l'un des plus importants de France, dans le difficile quartier du Mirail. C'est une tout autre dimension que Malakoff... Tous ces projets, je le répète, mon équipe les co-produit avec les élus, et comme ici les circuits de décision sont très courts, nous avançons rapidement.

PLACE PUBLIQUE > Et les Toulousains dans tout cela?

PHILIPPE MAHÉ > Nous allons leur donner d'autres motifs de fierté que le Stade toulousain et le TFC. Toulouse est faite de villages, de petites places dans la ville, animés d'associations de quartiers très vivantes. Nous sommes en train de renouer, de mettre en place un dispositif de démocratie locale, associant les habitants à la décision politique.

PLACE PUBLIQUE > Prétendre mener de front autant de projets, est-ce bien réaliste?

PHILIPPE MAHÉ > C'est indispensable ! Et ça ne me fait pas peur. Vous savez, nous sommes ici dans une ville de très

ancienne tradition urbaine : au Moyen Âge, dès le 12^e siècle, les capitouls étaient élus dans les quartiers pour constituer le conseil municipal. Toulouse est une ville profondément cultivée. Tenez, Jaurès y a été adjoint à l'Instruction publique ! Cette longue histoire donne de la charge, de la gravité à notre ambition.

PLACE PUBLIQUE > Quel regard rétrospectif jetez-vous sur votre action à Nantes?

PHILIPPE MAHÉ > Je suis très fier du travail collectif mené avec les élus et les équipes de techniciens. Nous avons achevé la construction de la communauté urbaine, nous avons mis en place une administration nouvelle à côté de celle de la ville centre, puisque telle était la commande politique. Et un esprit communautaire est né au jour le jour puisqu'il est clair qu'on ne dirige pas une communauté urbaine comme une ville, ni l'administration d'une communauté urbaine comme l'administration municipale. Nous avons montré que la communauté urbaine était capable à la fois d'assumer la maîtrise d'ouvrages de grands équipements, d'avancer des stratégies et de s'occuper des services de proximité. Le tout en laissant la créativité s'exercer, par exemple pour un projet comme celui de l'Île de Nantes. L'essentiel, dans une ville, c'est la fermentation, la capacité des acteurs à créer des réseaux et des projets. Et puis je suis fier aussi de ce fait : aucune décision importante n'a été prise par les technocrates. Il n'y a aucun doute à Nantes sur la responsabilité des politiques et sur leur capacité à arbitrer. Ce n'est pas le cas dans toutes les villes.

PLACE PUBLIQUE > De manière plus générale, comment appréciez-vous les forces et les faiblesses de Nantes?

PHILIPPE MAHÉ > Au nombre des atouts, il faut évidemment citer une action publique de grande qualité, visible, inscrite dans la durée. À Nantes, comme généralement dans le Grand Ouest, on sait se parler, se coordonner et se rassembler sur tous les grands sujets. On ne trouve pas ça à Toulouse. Et puis il y a de la créativité, des gens qui réfléchissent ensemble dans une relation de confiance.

PLACE PUBLIQUE > Et les faiblesses?

PHILIPPE MAHÉ > Pour l'essentiel, le manque de puissance économique. Cela, je le mesure depuis que je suis à Toulouse. Ici, il y a de très grandes entreprises qui n'ont pas besoin des collectivités territoriales pour monter des pro-

jets importants. Leur activité produit un effet de levier sur la recherche et l'enseignement supérieur. À Toulouse, les bases de la taxe professionnelle ont tout de même augmenté de 8 % l'an dernier...

PLACE PUBLIQUE > Vous êtes resté à Toulouse un lecteur attentif de *Place publique*. Vous n'ignorez donc rien du rapprochement en cours entre Nantes et Rennes. Ces nouvelles relations ne risquent-elles pas de distendre le lien entre Nantes et Saint-Nazaire ?

PHILIPPE MAHÉ > Non, c'est autre chose. Entre Nantes et Saint-Nazaire, il y a désormais une évidence qui s'appuie sur le fleuve et une histoire, même si cette histoire a été faite de querelles. Nantes/Saint-Nazaire, c'est un terrain de jeu devenu naturel ! Et maintenant que les élus ont fait le Scot (schéma de cohérence territoriale) cet espace a acquis une vraie cohérence et une légitimité institutionnelle.

PLACE PUBLIQUE > Et Nantes/Rennes ?

PHILIPPE MAHÉ > C'est une autre affaire. Les deux grandes villes de la péninsule se sont ignorées pendant des années et pourtant elles présentent des complémentarités évidentes. Ce n'est pas un Pres (pôle de recherche et d'enseignement supérieur) Nantes/Angers/Le Mans qu'il fallait mettre en place mais Rennes/Nantes ! La force de l'université rennaise plus le réseau des grandes écoles nantaises, voilà qui permettait d'atteindre la taille critique. Cela reste un enjeu essentiel. La gouvernance universitaire est trop sclérosée pour qu'on puisse attendre du changement de ce côté-là, mais j'ai bon espoir dans le volontarisme politique pour faire bouger les choses.

PLACE PUBLIQUE > Nantes et Rennes, des villes complémentaires, dites-vous... Ce sont aussi des villes qui se ressemblent beaucoup, et qui sont peut-être plus concurrentes que complémentaires.

PHILIPPE MAHÉ > Qu'elles se ressemblent, c'est une évidence. Qu'elles soient concurrentes sur certains sujets, c'est une autre évidence. Mais elles n'ont pas le même projet : Rennes est une capitale régionale ; Nantes est une ville à vocation européenne. Demain, une liaison ferroviaire rapide entre elles et peut-être un aéroport en commun, et bien des choses changeront dans les relations entre les deux villes. Aux responsables politiques et économiques d'y travailler.

PLACE PUBLIQUE > Que pensez-vous des propositions de réforme des collectivités territoriales émises par le comité Balladur ?

PHILIPPE MAHÉ > Ce qui m'intéresse le plus dans ces propositions, c'est tout ce qui touche à la reconnaissance du fait urbain, de son importance, du fait que, sous forme de communauté urbaine aujourd'hui, de métropole demain, la ville soit reconnue comme un niveau territorial particulièrement légitime. De ce point de vue, il faut signaler que Nantes Métropole a la chance d'avoir un président qui porte les questions de la ville au niveau national et qui peut se prévaloir d'un solide bilan pour être entendu. Ce n'est pas si fréquent dans le monde politique français.

PLACE PUBLIQUE > Vous souhaitez donc que les grandes villes disposent d'un statut particulier ?

PHILIPPE MAHÉ > Oui, avec plus de responsabilités et plus de ressources pour qu'elles soient en mesure de mener de front des actions de développement et de cohésion sociale. C'est dans les grandes villes qu'il faut conjuguer la créativité et la solidarité. Évidemment, dans cette optique, on dépouille le département de ses prérogatives traditionnelles.

PLACE PUBLIQUE > Des villes plus puissantes et plus riches... Il faudrait les gouverner autrement.

PHILIPPE MAHÉ > Bien sûr, le mode de désignation actuel du gouvernement des communautés urbaines est une anomalie démocratique. Il faudra en venir au suffrage universel direct, et le plus tôt sera le mieux.

PLACE PUBLIQUE > Combien de villes pourraient prétendre au statut de métropoles ?

PHILIPPE MAHÉ > Si toutes les villes peuvent se dire métropoles, ça n'a plus de sens, on ne se décrète pas métropole. Faudrait-il rendre obligatoire le statut de métropole pour Marseille, Lyon, Lille, Toulouse, Bordeaux ? Et le proposer comme une option pour Nantes ou Strasbourg ? Tout cela se discute, l'essentiel est ailleurs : alors que les gouvernements successifs l'ignoraient, l'État se rend enfin compte du rôle central joué par les villes. C'est sans doute le bon côté de l'influence européenne.